

FAUSSE HUMILITÉ, VRAI MÉPRIS !

Sans vergogne, Valérie Pécresse dans une interview a dit faire son *mea culpa* pour n'avoir pas rencontré la CPU avant le raout médiatique chargé de masquer l'incurie budgétaire dans laquelle sont laissés les établissements et les laboratoires. Aucun remord d'avoir court-circuité les organisations syndicales représentées au CNESER, à commencer par le SNESUP !

« C'est vrai qu'on donnera plus aux meilleures. (...) ». La ministre assume, sans fard, la prime à la performance, la mutation des universités en stériles outils au service de « concurrence mondiale ». La ministre endosse ouvertement la responsabilité du changement de paradigme imposé aux universités.

En disant « rompre complètement avec la tradition », Valérie Pécresse expose à la communauté universitaire sa méconnaissance de l'université tant en France qu'à l'étranger, et du rôle des coopérations dans la recherche et l'enseignement supérieur.

Cette nouvelle provocation s'inscrit dans l'entreprise de démolition du service public d'enseignement supérieur et de recherche dont la communauté universitaire ne manquera pas de lui faire connaître la réplique.

A LA CATASTROPHE DE LA MASTERISATION, LE GOUVERNEMENT AJOUTE LE DEVOIEMENT DE L'ALTERNANCE

Le SNESUP, qui exige le retrait de l'actuelle réforme de la formation des enseignants, réaffirme son attachement à :

- une formation articulée à la recherche (disciplinaire, didactique, épistémologique et en éducation) exigeant un engagement personnel de la part de l'étudiant,
- une construction progressive de la professionnalisation de la licence jusqu'en T1 ou T2, la mise en place d'une véritable formation continue. Une formation en alternance permettant de faire des allers-retours entre théorie et pratique et de développer une posture réflexive.
- penser en lien formation académique et professionnelle, construire les formations à partir des questions professionnelles. Cette formation doit prendre en compte les évolutions scientifiques disciplinaires et didactiques, les évolutions de l'école.

Cette formation ne doit pas déboucher sur la création d'un vivier de contractuels ou de précaires. Elle doit viser un recrutement par un concours national de la fonction publique d'Etat pour garantir l'égalité sur tout le territoire et l'autonomie pédagogique des enseignants. Elle doit s'accompagner en premier lieu de l'arrêt des suppressions

programmées d'emplois et des créations nécessaires de postes, selon un plan pluriannuel, d'ailleurs prévu par le code de l'éducation.

Le SNESUP réaffirme sa revendication en faveur d'une formation universitaire en alternance pour les enseignants. Cependant, certains projets de master « en alternance » actuellement élaborés dans certaines universités utilisent le terme d'alternance de manière ambiguë. Ils cachent sous cette appellation des dispositifs et des objectifs en contradiction avec ce que défend le SNESUP pour la formation des enseignants. Feignant de répondre aux difficultés financières de nombreux étudiants déjà engagés dans la formation pour devenir enseignants, les projets en cours sacrifient leurs chances de réussite. D'autres solutions doivent être mises en place (allocation d'études, pré-recrutement...).

Pour le SNESUP, les stages doivent former au métier et ne pas avoir comme fonction de fournir des moyens de remplacement. Cela veut dire qu'ils doivent être en volume suffisant pour la formation au métier, mais ne doivent pas empiéter sur les autres dimensions de la formation.

Il appelle les universitaires le 10 février à soutenir la journée de grève organisée par la FSU dans l'Education et à participer aux manifestations pour :

- dénoncer les suppressions de postes,
- exiger un collectif budgétaire permettant d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves,
- obtenir l'ouverture de discussions sur les réformes en cours notamment sur celle de la formation des enseignants,
- améliorer les conditions de travail de tous les personnels.

Tunisie, Egypte... : l'énergie collective porteuse d'espoir est contagieuse...

Déployée pour se libérer du joug qui accablait la Tunisie, l'énergie collective porteuse d'espoir est contagieuse... C'est au tour de la population égyptienne de se soulever, menaçant le pouvoir détenu depuis 1981 par le dictateur Hosni Moubarak dont le régime a muselé toute opposition depuis 30 ans.

Les contextes sont différents. Mais, dans les deux pays, la jeunesse –dont de nombreux diplômés de l'université- désespère de se voir confisquer son avenir et exprime la même exigence de démocratie.

Devant le nombre de victimes sauvagement abattues, les propos

timorés de l'Etat français, refusant de condamner les violences faites à la population égyptienne ne sont pas admissibles. Les manifestations et les rassemblements d'une ampleur exceptionnelle se multiplient, malgré la censure appliquée à tous les moyens de communication. Encore aujourd'hui, 1 million de manifestants se sont rassemblés place Tahrir appelant au départ de H. Moubarak.

Le SNESUP apporte son soutien plein et entier au soulèvement de la population égyptienne en quête d'un avenir de liberté, de démocratie et de justice sociale. Il appelle la communauté universitaire à exprimer son soutien aux collègues égyptiens.